

2018 LES CHIFFRES

CLÉS DE LA

DÉFENSE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES ARMÉES

Les chiffres de la défense 2017-2018

1. Les principales missions de l'État	5
2. Le budget de la défense	7
3. Les effectifs du ministère en 2017	15
4. Pilier Défense de la Garde nationale	20
5. Déploiements opérationnels des forces armées françaises	24
6. Les équipements en dotation dans les armées	25
7. Comparaisons des dépenses de défense entre les États-Unis et les pays européens .	28
8. La politique jeunesse du ministère des Armées	29
9. Glossaire	31
10. Pour en savoir plus.	33

NB : la différence entre la somme des items d'un tableau ou d'un graphique et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

Introduction



Ce fascicule constitue une synthèse des principaux chiffres concernant le ministère des Armées. Il présente les données budgétaires, les effectifs, les équipements en dotation dans les armées ainsi que les forces déployées hors métropole.

Depuis un an, le Président de la République n'a cessé d'affirmer très clairement son ambition pour nos armées : celle de la remontée en puissance en portant l'effort national de défense à 2 % du PIB à l'horizon 2025. Le budget du ministère des Armées pour 2018 est une première étape dans cette dynamique qui se prolonge à travers la nouvelle loi de programmation militaire pour 2019-2025, qui prévoit de consacrer 295 Md€ à la défense d'ici 2025.

D'ores et déjà, les crédits budgétaires pour 2018 sont en hausse de 1,8 Md€, portant le total de la mission « Défense » à 34,2 Md€ (soit 34,4 Md€ en incluant les recettes issues de cessions). Au total, l'effort national de défense est porté à 1,82 % du PIB, pensions comprises, contre 1,78 % en 2017.

Cette hausse inédite du budget, trois fois supérieure à celle constatée entre 2016 et 2017, permet aux armées de disposer des moyens

nécessaires pour poursuivre leur mission au service de la défense de la France et des Français, sur le territoire national comme en opération extérieure.

Alors qu'elles ont été durablement engagées au-delà de leurs contrats opérationnels, les armées pourront, grâce à ce budget, entamer une régénération de leur capital opérationnel, poursuivre le renforcement des capacités de renseignement et de cybersécurité, accélérer l'entretien et la modernisation de leur équipement.

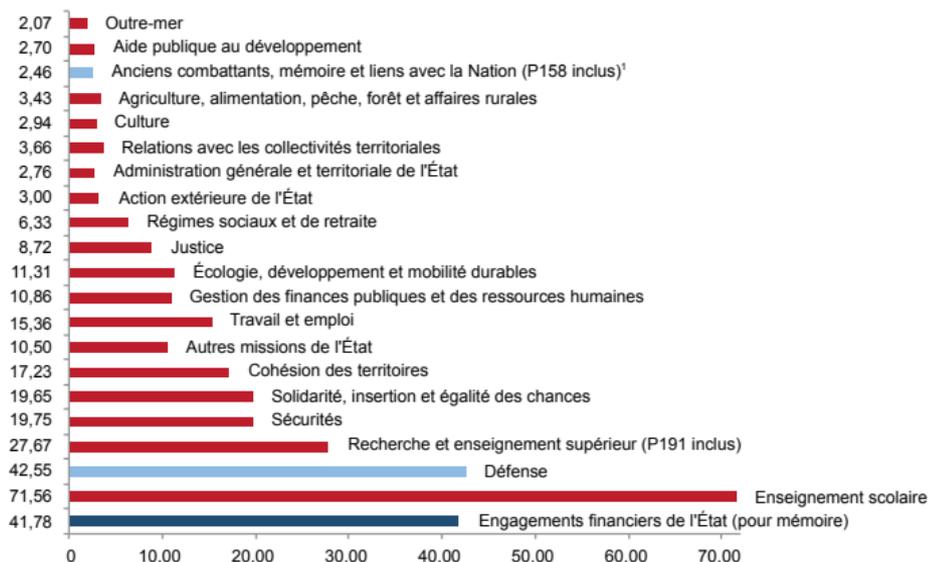
Parce qu'il n'y a pas de soldats forts sans familles heureuses, ce budget 2018 permettra aussi de mieux accompagner les militaires et leurs familles à travers le Plan Famille et d'assurer un soutien renforcé à la condition du personnel du ministère.

Autant de priorités qui seront poursuivies et accentuées par la loi de programmation militaire 2019-2025. Une loi à « hauteur d'homme », qui répare les carences du passé et prépare résolument nos armées aux conflits de demain.

Florence Parly
Ministre des Armées

1. Les principales missions de l'État

1.1 La répartition des crédits budgétaires entre les missions de l'État, hors engagements financiers, hors remboursements et dégrèvements (Loi de finances initiale [LFI] 2018)



En CP en Md€, pensions incluses.

1. Le programme 158 (101 M€) « Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale » relève du Premier ministre. Il vise à assurer une indemnisation en faveur des victimes – ou de leurs ayants cause – de persécutions antisémites ou d'actes de barbarie intervenus pendant la seconde guerre mondiale.

1.2 Part du budget du ministère des Armées (pensions incluses) dans le budget général de l'État (LFI 2018)

Enseignement scolaire

21,9 %

Engagements financiers
de l'État (pour mémoire)

12,8 %

Relations avec
les collectivités territoriales

1,1 %

Agriculture, alimentation, pêche,
forêt et affaires rurales

1,1 %

Régimes sociaux et de retraite

1,9 %

Justice

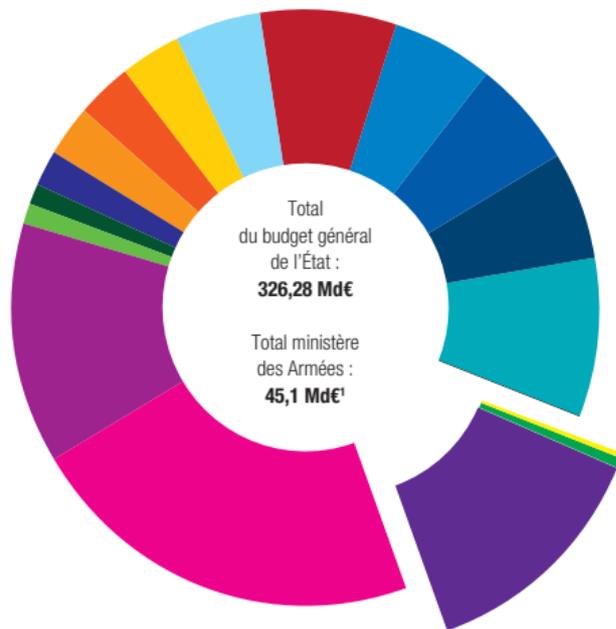
2,7 %

Écologie, développement
et mobilité durables

3,5 %

Gestion des finances publiques
et des ressources humaines

3,3 %



Travail et emploi

4,7 %

Autres missions de l'État

7,4 %

Cohésion des territoires

5,3 %

Solidarité, insertion
et égalité des chances

6,0 %

Sécurités

6,1 %

Recherche
et enseignement supérieur

8,4 %

**Ministère des Armées :
13,8 %**

Recherche duale (civile et militaire) P191

0,1 %

Anciens combattants, mémoire
et liens avec la Nation

0,7 %

Défense

13,0 %

Le ministère des Armées dispose de crédits qui sont répartis sur trois missions et représentent 13,8 % du budget général de l'État (11,3 % hors pensions).

1. Ce montant ne couvre pas les recettes issues de cessions.

2. Le budget de la défense

La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinée en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère des Armées est concerné par trois missions : la mission « Défense » proprement dite, la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation », auxquelles s'ajoute le programme « Recherche duale (civile et militaire) » de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

Le budget 2018 de la mission « Défense » s'élève à 34,2 Md€ de crédits budgétaires, hors pensions, soit 1,8 Md€ de plus qu'en 2017. À cela s'ajoutent 190 M€ de ressources issues de cessions immobilières et de matériels, soit une ressource totale de 34,4 Md€.

2.1 Le budget de la défense au format LOLF

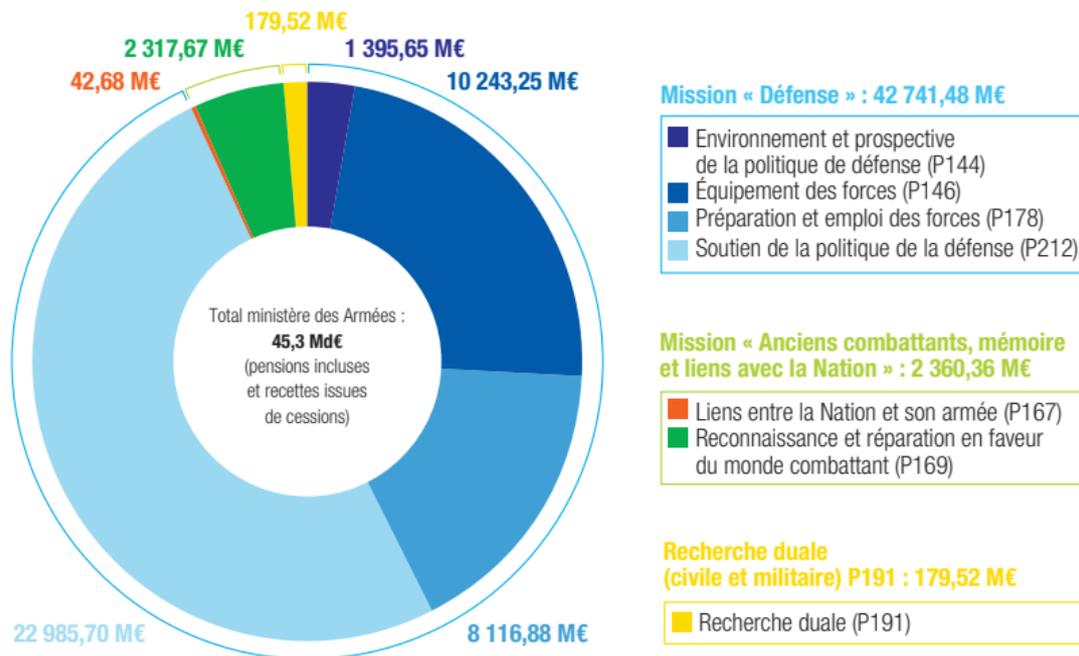
Missions	Programmes	Actions
Défense	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Prospective de défense Relations internationales et diplomatie de défense
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Parts étrangères et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures

Missions	Programmes	Actions
Défense	Soutien de la politique de la défense (212)	<p>Politique immobilière</p> <p>Systèmes d'information, d'administration et de gestion</p> <p>Politiques des ressources humaines</p> <p>Politique culturelle et éducative</p> <p>Restructurations</p> <p>Pilotage, soutien et communication</p> <p>Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France - Personnel travaillant pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense »</p> <p>Prospective de défense - Personnel travaillant pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense »</p> <p>Relations internationales</p> <p>Préparation et conduite des opérations d'armement - Personnel travaillant pour le programme « Équipement des forces »</p> <p>Planification des moyens et conduite des opérations - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Préparation des forces terrestres - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p>

Missions	Programmes	Actions
Défense	Soutien de la politique de la défense (212)	<p>Préparation des forces navales - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Préparation des forces aériennes - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Logistique et soutien interarmées - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Surcoûts liés aux opérations - Personnel travaillant pour le programme « Préparation et emploi des forces »</p> <p>Politique immobilière - Personnel travaillant pour l'action « Politique immobilière »</p> <p>Action sociale, chômage et pensions</p> <p>Politique culturelle et éducative - gestion et communication des archives historiques de la défense - Personnel travaillant pour l'action « Politique culturelle et éducative »</p> <p>Restructurations - RH</p> <p>Pilotage, soutien - Personnel travaillant pour l'action « Pilotage, soutien »</p> <p>Journée défense et citoyenneté - Personnel travaillant pour le programme « Liens entre la Nation et son armée »</p> <p>Rayonnement et contribution extérieure</p> <p>Pilotage, soutien et communication - dépenses de personnels des cabinets et organismes rattachés/RH</p>

Missions	Programmes	Actions
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Liens entre la Nation et son armée (167)	Journée défense et citoyenneté Politique de mémoire
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Action en faveur des rapatriés
Recherche et enseignement supérieur	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

2.2. La répartition des crédits budgétaires par programme (OPEX et pensions incluses)



Rappel : la différence entre la somme des items d'un graphique et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

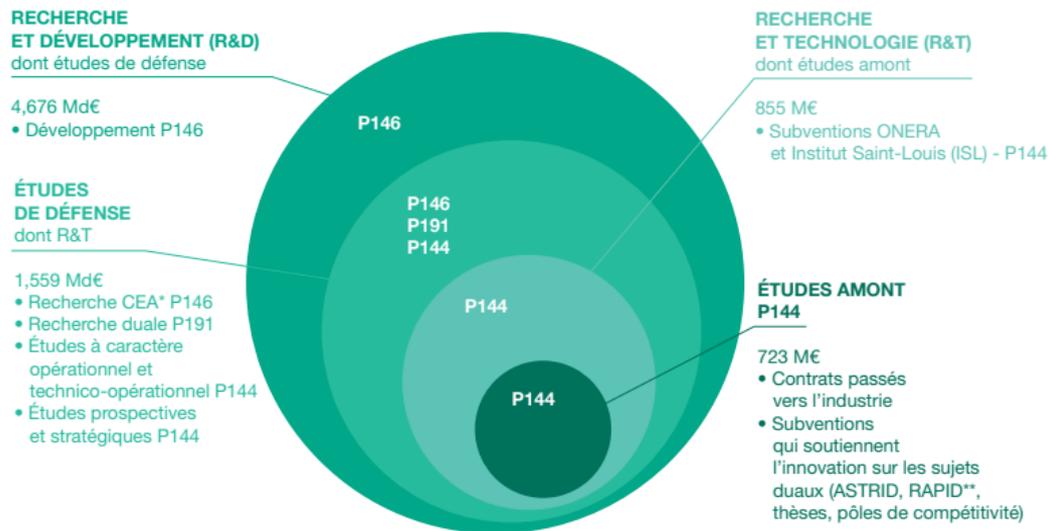
2.3 La répartition des ressources budgétaires de la mission « Défense » (LFI 2018, recettes issues de cessions incluses)

Opérations stratégiques	Ressources 2018 en Md€	
Masse salariale hors OPEX	11,7	Masse salariale 11,9 Md€
OPEX masse salariale (provisions)	0,3	
Activités opérationnelles (AOP)	1,2	Hors équipement 4,0 Md€
Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	2,4	
OPEX hors masse salariale (provisions)	0,4	
Autres opérations d'armement (AOA)	1,3	
Dissuasion (DIS)	4,0	Équipement 18,5 Md€
Équipement d'accompagnement (EAC)	0,9	
Environnement des programmes d'armement (EPA)	0,1	
Entretien programmé du matériel (EPM)	3,9	
Entretien programmé du personnel (EPP)	0,3	
Infrastructures de défense (INFRA)	1,5	
Programmes à effet majeur (PEM)	5,5	
Prospective et préparation de l'avenir (PPA)	0,6	
Renseignement (RENS)	0,3	
Total mission « Défense » hors pensions	34,4	
Pensions	8,4	
Total mission « Défense » avec pensions	42,7	

Rappel : la différence entre la somme des items d'un tableau et leur total affiché résulte de l'utilisation d'arrondis.

2.4 Le soutien à la recherche et au développement de défense

Le ministère des Armées suscite et accompagne l'innovation industrielle et technologique. En 2018, il consacre 4,7 Md€ à la Recherche et développement (R&D).



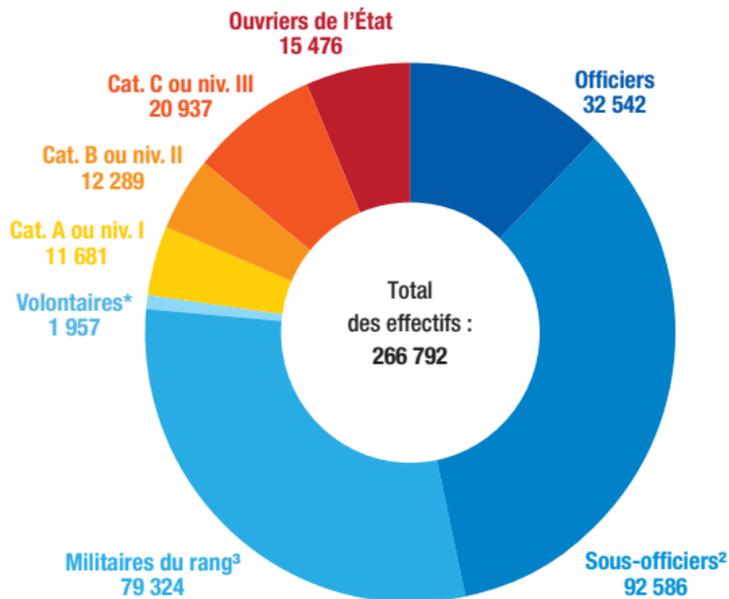
* Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.

** Projets développés dans le cadre du plan « Action PME ».

La somme indiquée pour chaque cercle inclut notamment celle renseignée pour le cercle de taille inférieure.

3. Les effectifs du ministère en 2017

3.1 La répartition des effectifs par catégorie de personnel en ETPT¹



Source : DRH-MD/Bilan social 2017
(diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel militaire et civil sous PMEA du ministère des Armées en 2017.

Uniquement les gendarmes placés sous PMEA du ministère des Armées.

* Hors volontaires du SMV.

1. En Équivalent temps plein travaillé (ETPT), unité de décompte des effectifs qui prend en compte la période d'activité de l'agent sur l'année et sur sa quotité de temps travaillé.
2. Officiers mariniers dans la marine nationale.
3. Quartiers-maîtres et matelots dans la marine nationale.

3.2 La répartition du personnel militaire, par catégorie et par gestionnaire

En ETPT	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang	Volontaires ¹	Total	%
Terre	13 866	38 602	61 579	421	114 468	55,5
Marine	4 459	23 230	6 782	856	35 327	17,1
Air	6 343	24 193	10 144	105	40 785	19,8
Gendarmerie ²	197	1 875	0	427	2 499	1,2
SSA	3 176	4 318	0	132	7 626	3,7
SEA	204	325	819	0	1 348	0,7
DGA	1 790	0	0	0	1 790	0,9
SCA	1 823	6	0	16	1 845	0,9
Autres services gestionnaires ³	684	37	0	0	721	0,3
Total	32 542	92 586	79 324	1 957	206 409	100,0
%	15,8	44,9	38,4	0,9	100,0	

Source : DRH-MD/Bilan social 2017 (diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel militaire sous PMEAs du ministère des Armées en 2017.

1. Hors volontaires du SMV.

2. Uniquement les gendarmes placés sous PMEAs du ministère des Armées.

3. APM, CGA et SID.

3.3 La répartition du personnel civil, par catégorie et par employeur

En ETPT	Cat. A ou niv. I	Cat. B ou niv. II	Cat. C ou niv. III	Ouvriers de l'État	Total	%
Terre	820	1 122	2 637	3 370	7 949	13,1
Marine	376	587	966	695	2 624	4,4
Air ¹	770	893	783	2 730	5 176	8,6
Autres services employeurs ²	9 715	9 687	16 551	8 681	44 634	73,9
Total	11 681	12 289	20 937	15 476	60 383	100,0
%	19,3	20,4	34,7	25,6	100,0	

Source : DRH-MD/Bilan social 2017 (diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel civil sous PMEA du ministère des Armées en 2017.

1. Y compris SIAé.

2. Dont SCA, SSA, DGA, SGA (dont DICoD), EMA, DIRISI, SEA, SIMu, DGRIS, DGSIC, DPID, IRSEM, SDBC, CGA, CBCM, DRM, DRSD, DGSE et PR.

3.4 La répartition femmes/hommes en ETPT

	Militaires			Civils			Total		
	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Sous-total	Femmes	Hommes	Total
Effectif	32 012	174 397	206 409	23 014	37 369	60 383	55 026	211 766	266 792
%	15,5	84,5	100,0	38,1	61,9	100,0	20,6	79,4	100,0

Source : DRH-MD/Bilan social 2017 (diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel militaire et civil sous PMEA du ministère des Armées en 2017.

L'âge moyen du personnel militaire est de 33,1 ans (33,1 ans pour les femmes et 33,1 ans pour les hommes).

L'âge moyen du personnel civil est de 47,2 ans (47,6 ans pour les femmes et 46,9 ans pour les hommes).

3.5 La répartition des effectifs par statut

En ETPT	Militaires		
	Carrière	Contrat	Total
Officiers	24 440	8 102	32 542
Sous-officiers	46 849	45 737	92 586
Militaires du rang	0	79 324	79 324
Volontaires	0	1 957	1 957
Total	71 289	135 120	206 409
%	34,5	65,5	100,0

Source : DRH-MD/Bilan social 2017 (diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel militaire sous PMEA du ministère des Armées en 2017.

Uniquement les gendarmes placés sous PMEA du ministère des Armées.

En ETPT

Civils	Effectifs		%
Titulaires	Cat. A+	562	0,9
	Cat. A (hors A+)	6 366	10,5
	Cat. B	11 098	18,4
	Cat. C	16 836	27,9
	Sous-total	34 862	57,7
Non-titulaires	Niv. I	4 753	7,9
	Niv. II	1 191	2,0
	Niv. III	4 101	6,8
	Sous-total	10 045	16,7
Ouvriers de l'État	Ouvriers	11 849	19,6
	Chefs d'équipe	2 374	3,9
	TSO*	1 253	2,1
	Sous-total	15 476	25,6
Total	60 383	100,0	

Source : DRH-MD/Bilan social 2017 (diffusion prévue à la mi-juillet 2018).

Champ : ensemble du personnel civil sous PMEA du ministère des Armées en 2017.

** Techniciens à statut ouvrier.*

4. Pilier Défense de la Garde nationale

4.1 La répartition des effectifs de la réserve opérationnelle du ministère des Armées (hors gendarmerie nationale) par armée, direction et service gestionnaire

Répartition des volontaires sous ESR* par catégorie et par armée, direction et service

	Officiers	Sous-officiers	Militaires du rang	Total	%
Terre	4 321	5 572	11 775	21 668	59,7
Marine	1 572	2 490	1 336	5 398	14,9
Air	1 329	2 044	2 181	5 554	15,3
SSA	1 583	1 391	24	2 998	8,3
SCA	469	0	0	469	1,3
SEA	39	45	46	130	0,4
DGA	95	0	0	95	0,3
Total	9 408	11 542	15 362	36 312	100,0
%	25,9	31,8	42,3	100,0	

Données au 31 décembre 2017.

* Engagement à servir dans la réserve (contrat).

4.2 La répartition des effectifs de la réserve opérationnelle du ministère des Armées (hors gendarmerie nationale) par catégorie socioprofessionnelle

	Proportion (en %)
Actifs	37,16
Étudiants	21,73
Retraités	11,30
Non renseignés	29,81
Total	100,00

Données au 31 décembre 2017.

4.3 La répartition des effectifs de la réserve opérationnelle du ministère des Armées (hors gendarmerie nationale) par catégorie d'âge

	Proportion (en %)
< 30 ans	36,83
≥ 30 ans et < 40 ans	12,88
≥ 40 ans et < 50 ans	19,21
≥ 50 ans	31,09
Total	100,00

Données au 31 décembre 2017.

4.4 La répartition des jours d'activité d'ESR*, par type de gestionnaire

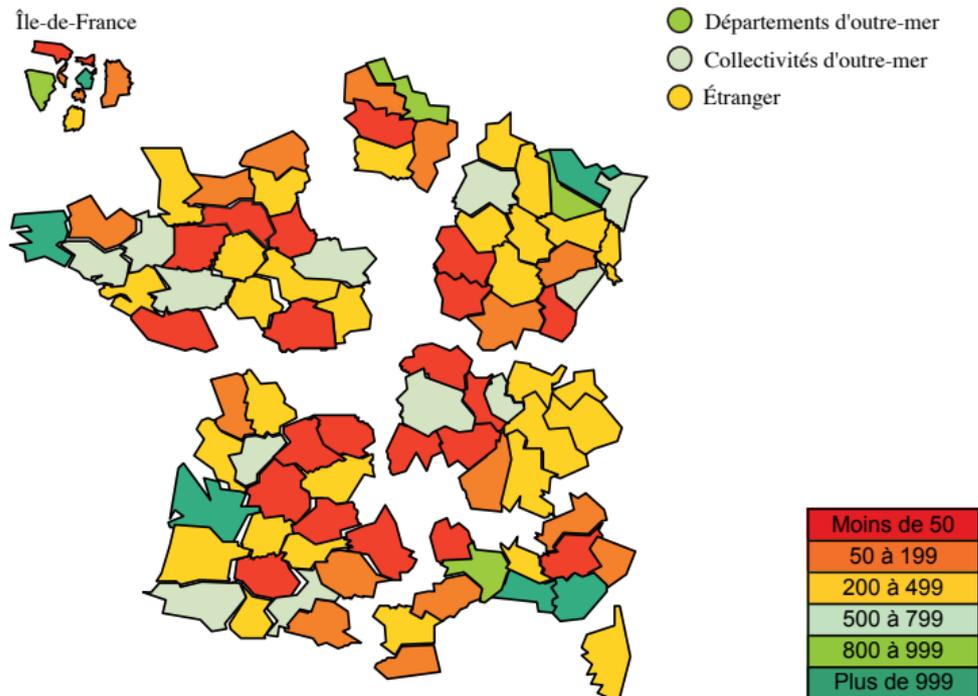
	Réalisé	Moyenne (jours/hommes)
Terre	809 937	37,4
Marine	181 077	33,5
Air	193 725	34,9
SSA	62 697	20,9
SEA	3 925	30,2
DGA	1 172	12,3
SCA	14 043	29,9
Total	1 266 576	34,9

Données au 31 décembre 2017.

* Engagement à servir dans la réserve (contrat).

4.5 La répartition des effectifs de la réserve opérationnelle du ministère des Armées (hors gendarmerie nationale) par département

Carte faisant apparaître les zones de défense : Paris, Nord, Ouest, Est, Sud-Ouest, Sud-Est et Sud.



5. Déploiements opérationnels des forces armées françaises

TERRITOIRE NATIONAL



13 000 MILITAIRES

FORCES DE SOUVERAINÉTÉ

Antilles (FAA) :	1 000
Guyane (FAG) :	2 100
La Réunion (FAZSO) :	1 700
Nouvelle-Calédonie (FANC) :	1 450
Polynésie française (FAPF) :	900

7 150 MILITAIRES

FORCES DE PRÉSENCE

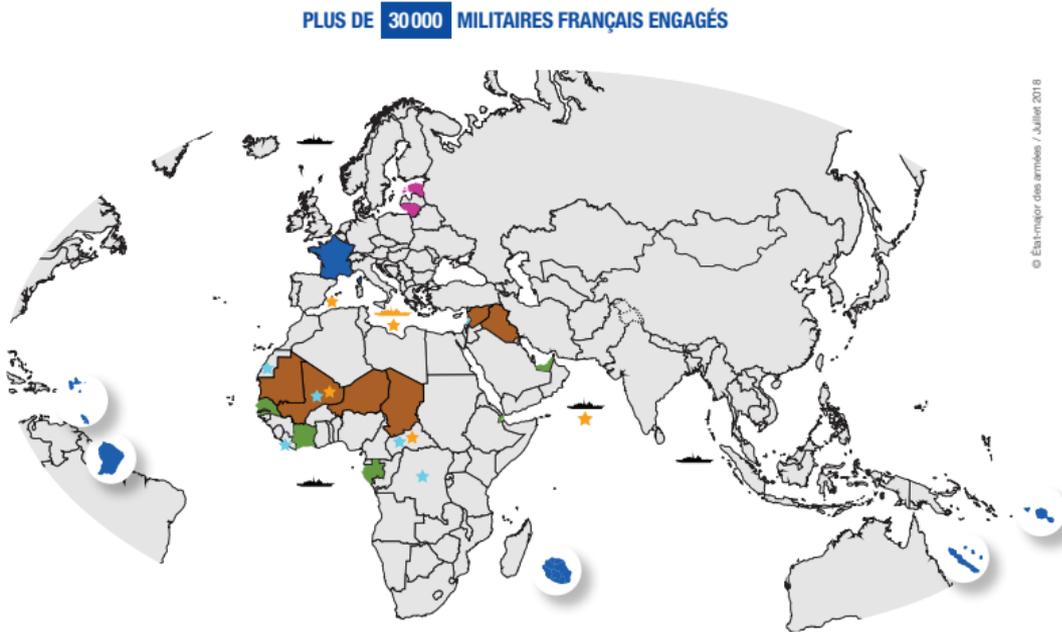
Sénégal (EFS) :	350
Côte d'Ivoire (FFCI) :	900
Gabon (EFG) :	350
Djibouti (FFD) :	1 450
Émirats arabes unis (FFEAL) :	650

3 700 MILITAIRES

OPÉRATIONS EXTÉRIEURES



5 600 MILITAIRES



© Etat-major des armées / Juillet 2018

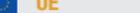
ONU



- ★ Sahara ★ Mali ★ Libéria
- ★ République centrafricaine
- ★ République démocratique du Congo

780 MILITAIRES

UE



- ★ Atalante ★ Frontex Themis
- ★ Mali ★ Frontex Indalo
- ★ République centrafricaine

175 MILITAIRES

MISSIONS MARITIMES

Mission Jeanne d'Arc :	700
Atlantique Nord :	200
CTF 150 :	200
Corymbe :	250

1 350 MILITAIRES

OTAN

Lituanie	eFP : 300
Estonie	eAP : 100

400 MILITAIRES

DISSUASION



6. Les équipements en dotation dans les armées

6.1 Armée de terre (chiffres au 1^{er} juillet 2018)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BLINDÉS	
<i>Chars de combat</i>	200
Leclerc	200 ¹
<i>Blindés chenillés</i>	154
VHM (Véhicules à haute mobilité)	52
DCL (Dépanneurs de char Leclerc)	18
AMX 30 D (dépannage)	30
EBG (Engins blindés du génie) & SDPMAC ²	54
<i>Blindés à roues</i>	6 237
AMX 10 RCR	248
ERC (Engins à roues canon de 90 mm) Sagaie	70
VBCI (Véhicules blindés de combat de l'infanterie)	628
Transport de troupes (VAB tout type)	2 661
PVP (Petits véhicules protégés)	1 167
VBL-VB2L (Véhicules blindés légers)	1 446
VBHP (Véhicules blindés hautement protégés)	13
Buffalo	4
ARTILLERIE	
Canons de 155 mm (CAESAR, AUF1 et TRF1)	121
VOA (Véhicules d'observation de l'artillerie) et VAB (Véhicules de l'avant blindé) Observateurs	85
Mortiers de 120 mm	140
LRU (Lance-roquettes unitaires)	12

1. Hors stockage longue durée.
2. Systèmes de déminage pyrotechnique de mines antichars.
3. La flotte de formation (EC120 Colibri) est externalisée.

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
ÉQUIPEMENT DU COMBATTANT	23 075
FÉLIN	23 075
SYSTÈMES D'ARMES ANTICHARS (POSTES DE TIR)	1 046
Milan	350
MMP (Missiles moyenne portée)	120
Eryx	500
Javelin	76
HÉLICOPTÈRES	284
Gazelle	92
Tigre	70
Cougar	26
Puma SA 330	52
Caracal	8
Caiman	36
HÉLICOPTÈRES DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	18
Fennec ³	18
AVIONS DE LIAISON	13
TBM 700 (8), Pilatus (5)	13
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	205
Postes de tir Mistral	205
DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	61
SDTI (Systèmes de drones tactiques intérimaires)	23
DRAC (Drones de reconnaissance au contact)	38

Source : Plan d'évolution des parcs 2018-2032, édition de juin 2017.

6.2 Marine nationale (chiffres au 1^{er} juillet 2018)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
BÂTIMENTS DE COMBAT ET DE SOUTIEN	72
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins	4
Sous-marins nucléaires d'attaque	6
Porte-avions	1
Bâtiments de projection et de commandement	3
Frégates de premier rang ¹	16
Frégates de surveillance	6
Patrouilleurs hauturiers ²	20
Chasseurs de mines	10
Bâtiments de soutien outre-mer ³	3
Bâtiments de commandement et de ravitaillement	3
CHALANDS DE TRANSPORT ET ENGIN DE DÉBARQUEMENT⁴	17
GENDARMERIE MARITIME	38
Patrouilleurs et vedettes de gendarmerie ⁵	38
BÂTIMENTS HYDROGRAPHIQUES ET OCÉANOGRAPHIQUES	4
DÉMINAGE ET SURVEILLANCE DES CHENAUX	7
Bâtiments de base pour plongeurs-démineurs, bâtiments remorqueurs de sonar ⁶	7
BÂTIMENTS AUXILIAIRES	2
Bâtiments de soutien de région ⁷	2
FORMATION ET ENTRAÎNEMENT	14
Bâtiments écoles et voiliers ⁸	14
BÂTIMENTS D'EXPÉRIMENTATIONS ET D'ESSAIS	3

- 2 frégates de défense aérienne, 2 frégates antiaériennes, 4 frégates multimitions, 3 frégates anti-sous-marines, 5 frégates de type La Fayette.
- 9 patrouilleurs de haute mer, 3 patrouilleurs côtiers, 2 patrouilleurs type P 400, 2 Patrouilleurs légers guyanais (PLG), 3 patrouilleurs (*Arago*, *Le Malin*, *Fulmar*), 1 Patrouilleur polaire.

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
GROUPE AÉRIEN EMBARQUÉ	45
Rafale Marine (dont un M1 dédié aux essais en vol)	42
Hawkeye – E2C	3
AVIONS DE PATROUILLE MARITIME	22
Atlantique 2	22
AVIONS DE SURVEILLANCE MARITIME	13
Falcon 50 M	8
Falcon 200	5
HÉLICOPTÈRES DE COMBAT ET DE SAUVETAGE	56
Caïman Marine (21), Panther (16), Lynx (16), Dauphin Pedro (3)	56
HÉLICOPTÈRES DE SOUTIEN ET DE SERVICE PUBLIC	26
Dauphin N et Dauphin N3+	8
Alouette III	18
AVIONS DE SOUTIEN MARITIME	24
Falcon 10 M	6
Xingu	11
Cap 10 M	7

- 3 bâtiments multimitions.
- 13 Chalands de transport de matériel (CTM), 4 Engins de débarquement amphibie rapide (EDA-R).
- 6 patrouilleurs côtiers de gendarmerie, 24 vedettes côtières de surveillance maritime, 8 vedettes de surveillance maritime et portuaire.
- 4 bâtiments de base pour plongeurs-démineurs, 3 bâtiments remorqueurs de sonar.
- 2 bâtiments de soutien de région.
- 8 bâtiments écoles, 2 bâtiments d'instruction à la navigation, 4 voiliers.

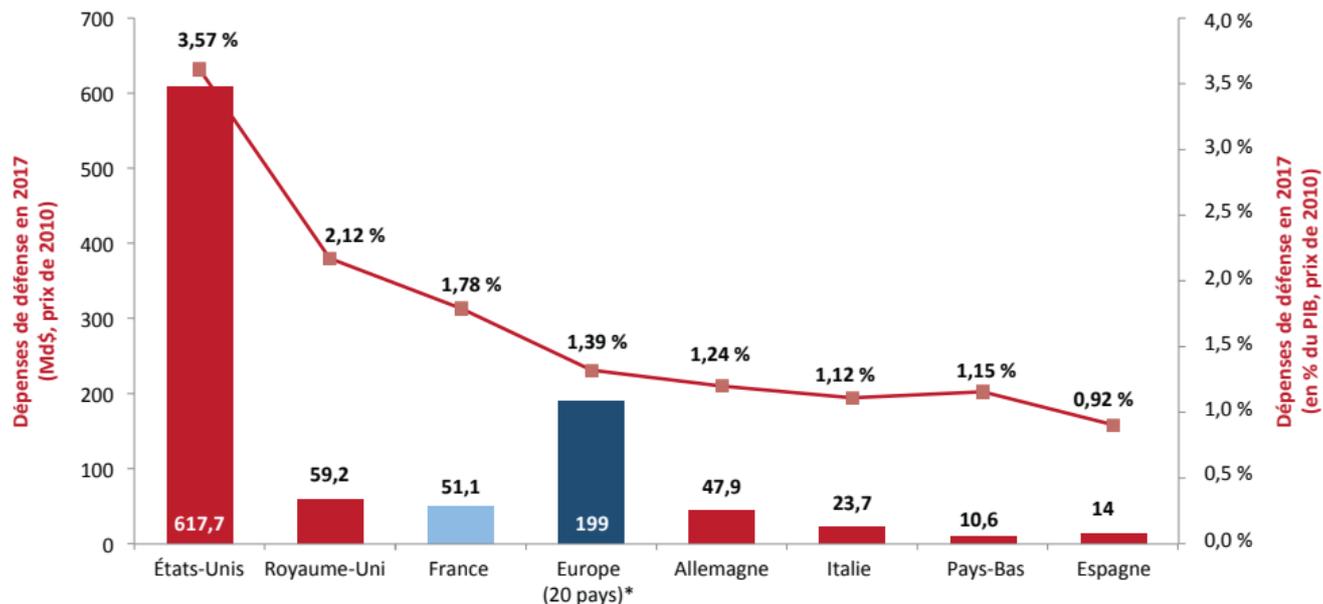
6.3 Armée de l'air (chiffres au 1^{er} juillet 2018)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE COMBAT¹	229
Rafale (omnirôle)	102
Mirage 2000 N (nucléaire et assaut conventionnel)	16
Mirage 2000 D (assaut conventionnel)	71
Mirage 2000-5 et 2000 C (défense aérienne)	40
AVIONS DE TRANSPORT	78
A340 et A310 (transport stratégique)	5
C160 Transall (transport tactique)	18
C130 Hercules (transport tactique)	14
CN235 (avion de transport tactique léger)	27
A400M Atlas (transport tactique à allonge stratégique)	14
AVIONS DE SUPPORT OPÉRATIONS	20
C135FR et KC135 (avions ravitailleurs)	14
E-3F SDCA (détection, commandement et contrôle aéroportés)	4
C160G (recueil de renseignement électromagnétique)	2
AVIONS DE LIAISON	27
A330, Falcon 7X, Falcon 900 et Falcon 2000 (avions à usage gouvernemental)	7
TBM 700 et DHC6 (avions de liaison)	20

ÉQUIPEMENTS	NOMBRE
AVIONS DE FORMATION ET D'ENTRAÎNEMENT	139
Epsilon (formation initiale des pilotes) ²	32
Alphajet (formation des pilotes de chasse)	84
Xingu (formation des pilotes de transport)	23
ÉQUIPES DE PRÉSENTATION	14
Alphajet Patrouille de France	12
Extra 300/330	2
HÉLICOPTÈRES	75
Fennec (défense aérienne et mesures actives de sûreté aérienne)	40
Caracal (recherche et sauvetage au combat)	10
Super Puma et Puma (transport, recherche et sauvetage)	25
DRONES (VECTEURS AÉRIENS)	6
Reaper	6
SYSTÈMES D'ARMES SOL-AIR	20
Crotale NG	12
SAMP « Mamba »	8

1. Sept Mirage 2000 B sont utilisés pour la mission de transformation des Mirage 2000 D et Mirage 2000-5, mais ne sont plus comptabilisés dans le total « Avions de combat » car ils ne sont plus armés. Ils seront conservés jusqu'au retrait de service des Mirage 2000 D.
2. Les flottes d'entraînement (Grob 120 et Cirrus SR20 et SR22) sont externalisées.

7. Comparaisons des dépenses de défense entre les États-Unis et les pays européens



* Pays européens membres de l'Otan (hors Royaume-Uni).

Source : Otan - Mémorandum statistique de décembre 2017.

Champ : pensions comprises.

Nota bene : le choix de rester en dollars aux prix de 2010 est dicté par la volonté d'être au plus proche de la source Otan et de ne pas introduire de biais lié au choix du taux de change €/\$. Les données sont directement accessibles sur le site de l'Otan.

8. La politique jeunesse du ministère des Armées (1/2)

Journée défense et citoyenneté (JDC) :

786 515 jeunes ont participé aux 18 237 sessions conduites par 6 621 animateurs (militaires d'active et de réserve). (87,81 % des jeunes se déclarent satisfaits par cette journée.)

Dont 33 992 ont été orientés vers...

- ... les missions locales : 18 235
- ... le Service militaire volontaire (SMV) : 2 820
- ... le Service militaire adapté (SMA) : 2 815
- ... l'EPIDE (établissement pour l'insertion dans l'emploi) : 6 908

Service militaire volontaire (SMV) :

6 centres opérationnels en métropole ont permis l'insertion socioprofessionnelle et la formation citoyenne de plus de 800 jeunes en 2017, âgés en moyenne de 20 ans.

72 % de taux d'insertion professionnelle dans plus de 50 métiers

73 % de réussite au permis de conduire

8. La politique jeunesse du ministère des Armées (2/2)

Plan égalité des chances (PEC):

Plus de 30 000 jeunes bénéficiaires des dispositifs.

- **Classes de défense et de sécurité globales :** 5 000 élèves bénéficiaires issus de 217 classes ; 200 unités militaires marraines.
- **Centre des cadets de la défense :** 714 jeunes de 14-15 ans issus de 161 établissements scolaires ; 20 centres cadets (métropole + outre-mer).
- **PMIP-DN (période militaire d'initiation et de perfectionnement à la défense nationale) :** près de 12 500 jeunes âgés de 16 à 30 ans.
- **Stages :** 10 000 stages offerts de la 3^e à bac+7 par les armées, directions et services du ministère des Armées.
- **Lycées de la défense :** 360 places réservées aux élèves boursiers dans les 6 lycées de la défense + 6 classes préparatoires à l'enseignement supérieur.
- **Tutorat :** 370 tuteurs (élèves officiers) ont accompagné 2 056 filleuls lycéens.
- **Réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC) :** 171 RLJC ont fédéré 3 500 jeunes issus de zones prioritaires autour de 500 activités citoyennes.

9. Glossaire

- APM** : Affaires pénales militaires
- CBCM** : Contrôle budgétaire et comptable ministériel
- CGA** : Contrôle général des armées
- DGA** : Direction générale de l'armement
- DGRIS** : Direction générale des relations internationales et de la stratégie
- DGSE** : Direction générale de la sécurité extérieure
- DGSIC** : Direction générale des systèmes d'information et de communication
- DICoD** : Délégation à l'information et à la communication de la défense
- DIRISI** : Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense
- DPID** : Direction de la protection des installations, moyens et activités de la défense
- DRH-MD** : Direction des ressources humaines du ministère des Armées (autrefois nommée « Direction des ressources humaines du ministère de la Défense »)
- DRM** : Direction du renseignement militaire
- DRSD** : Direction du renseignement et de la sécurité de la défense

EMA : État-major des armées
IRSEM : Institut de recherche stratégique de l'École militaire
JDC : Journée défense et citoyenneté
LFI : Loi de finances initiale
LOLF : Loi organique relative aux lois de finances
LPM : Loi de programmation militaire
OPEX : Opération extérieure
PEC : Plan égalité des chances
PMEA : Plafond ministériel des emplois autorisés
PR : Présidence de la République
SCA : Service du commissariat des armées
SDBC : Sous-direction des bureaux des cabinets
SEA : Service des essences des armées
SGA : Secrétariat général pour l'administration
SIAé : Service industriel de l'aéronautique
SID : Service d'infrastructure de la défense
SIMu : Service interarmées des munitions
SMA : Service militaire adapté
SMV : Service militaire volontaire
SSA : Service de santé des armées

10. Pour en savoir plus

Site internet du ministère des Armées

www.defense.gouv.fr

Sources :

- Loi de finances initiale 2018
- Annuaire statistique de la défense 2018
- Bilan social 2017
- Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017
- Loi de programmation militaire 2019-2025

Notes

Notes

Directrice de la publication : Valérie Lecasble

Chef de projet : Franck Leclerc

Contributeurs : SGA (DAF, DRH-MD, DSNJ),

EMA/COM, SIRPA (terre, marine, air),

DGA/COMM, CSRM/SGGN

Crédit photo : Véronique Besnard/ECPAD

Chef du bureau des éditions : CF Jérôme Baroë

Directeur artistique : Jean-Charles Mougeot

Graphiste : Cédric Boutet

Secrétaire de rédaction : Isabelle Arnold

Relecture : CDT Christopher Murray

Chef de fabrication : Jean-François Munier - diffusion : Eva Kouda

© Juillet 2018 - impression : Corlet

